

# Fractures et transitions : réconcilier la France

---

## Déclaration du groupe CGT

Le mouvement qui traverse notre pays témoigne d'une profonde crise sociale, politique, démocratique, accentuée et incarnée par la verticalité d'un pouvoir qui a nié les institutions et les organisations qui ont contribué à écrire notre Histoire.

La CGT s'est engagée dans le travail du CESE de manière constructive et déterminée car la période est historique et travailler collectivement dans le sens de l'intérêt général est impératif.

Devant de tels enjeux, nous avons regretté le peu de démocratie au sein de notre institution dans la désignation des rapporteurs. La parité n'est pas réductible à l'écriture inclusive.

La CGT porte des propositions à même de changer profondément la situation des travailleurs et des citoyens de ce pays. Beaucoup d'entre elles se recoupent avec celles des ronds-points ou de l'avis rendu par le groupe citoyen qui a participé à nos travaux. Il faut les entendre !

Le travail de la commission, des rapporteurs, des citoyens, de l'administration a permis d'aboutir à un texte qui contient des préconisations importantes. Nous avons craint Waterloo, et si, pour nous, ce n'est pas Austerlitz, nous sommes bien à Léna, un texte travaillé collectivement qui appelle à des transformations à partir d'un pacte productif, social et écologique, tel que nous avons pu le proposer.

Il en est ainsi de l'industrie et du travail, abandonnés par les gouvernements depuis plus de 30 ans à la main de l'économie financiarisée, ce qui a conduit à un affaiblissement dramatique de notre outil productif, et à une perte de sens et de valeur, à la racine de la crise actuelle.

Nous apprécions la préconisation reprenant la proposition de programmation pluriannuelle de l'industrie, permettant d'avoir une vision de long terme et d'établir les politiques publiques de recherche, formation, investissements et services publics.

Nous aurions souhaité aller plus loin à propos du pouvoir d'achat : sur le fond en contestant la répartition actuelle des richesses créées par le travail, et sur le court terme en fixant des objectifs concrets pour répondre aux besoins vitaux et immédiats.

Sur la fiscalité, l'avis remis par le groupe citoyen est plus pertinent car plus juste, par exemple pour ce qui concerne l'ISF.

Nous aurions également aimé un peu plus d'audace, voire d'impertinence, avec la contestation de la politique actuelle et les répercussions dans la société française, notamment sur le droit du travail, le transport, les services publics, pour gagner plus d'égalité entre les territoires, entre les citoyens.

L'apport du groupe citoyen, dans sa singularité, montre la nécessité absolue d'associer la population aux prises de décisions à tous les niveaux.

La démocratie ne peut s'arrêter aux portes de l'entreprise. Le monde du travail doit impérativement participer aux orientations stratégiques des entreprises, quel que soit leur taille, à tous les niveaux.

C'est bien d'un autre paradigme dont il est question, à l'inverse des réformes passées où projetées. Cet avis peut y contribuer, pour peu que le gouvernement fasse sienne les préconisations qu'il contient.

La CGT a voté cet avis.